Une démarche systémique au service d'une expertise concertée de l'État

En 2017, le Cerema DTerCE répond à une commande originale du SGAR Auvergne Rhône Alpes. Le préfet a demandé de saisir l'occasion du porter à connaissance du SRADDET pour élaborer une parole unique et concertée des services de l'État. L'expertise transversale dotera l'Etat régional d'une ambition commune et de points de vue arrêtés et partagés sur l'évolution d'un territoire, dans ce cas le bassin du genevois français. Pour le Cerema, les questions seront méthodologiques : comment dépasser l'addition des expertises par domaine ? Comment élaborer une démarche efficace qui aboutisse à un positionnement concerté et synthétique ? Et enfin, comment asseoir un positionnement sur des compétences propres à l'État régional ? La démarche constituera la base d'une feuille de route des services de l'État.

6

Actions de

l'Etat

Du 29/05 au

12/06

La démarche aboutit à une feuille de route des

Mobilisation



10 établissements publics

Caractérisation



Documentation



Participation



Une démarche pour rassembler 15 expertises en une parole unique de l'État

Fiche

Fiche

Fiche

méthodes

potentiels

coopérations

Une démarche efficace et systémique

L'objectif : la préservation du bien commun

Des étapes et des définitions communes

Un cadre de questionnement pré-établi

> Des priorités arrêtés par un vote

Une feuille de route







services de l'État pour le territoire

Le travail de hiérarchisation des potentiels, opéré par le vote en ligne, distingue 9 priorités pour l'État régional. Elles résultent d'une expertise transversale et répondent à la guestion initiale.

Chacun de ces 9 potentiels fait ensuite l'obiet d'une analyse sur les moyens d'actions de l'État. Afin de poursuivre le travail inter-services. 3 questions sont proposés à des binômes d'experts.

Ci-contre, exemple d'une des fiches « Moyens d'actions de l'État » renseignée par un binôme d'experts : ici, la richesse écologique.

FICHE 1: POTENTIEL n°4

Le genevois français est un territoire de grande richesse écologique liée à une diversité géographique et géologique

1/ Quelles sont les politiques qui servent ce potentiel aujourd'hui?

Charte de parc naturel régional

- Convention Natura 2000 et documents d'objectifs associés
- Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) notamment définition de corridors écologiques
- Loi grenelle / loi de transition écologique
- Politiques du ministère de l'écologie
- Protection au titre du L151-19 code de l'urbanisme ou L151-23
- Participation aux comités de pilotage des contrats corridors. Traduction dans les porter à connaissance des enjeux du SRCE et de la déclinaison de la TVB locale. Financement par interreg d'actions de connaissance.

2/ Ouelles seraient les modalités souhaitables d'une intervention de l'État?

- Politiques de planification .
 - o limiter l'imperméabilisation des sols et la destruction des habitats faunistiques et floristiques, être plus prescriptif sur le non-étalement urbain
- renforcer les avis et suivis des SCoT/PLU/PLUi
- animation de réseaux : accompagner les acteurs locaux, élus, bureaux d'études.
- Utiliser et renforcer le levier PAYSAGE plus parlant pour certains élus que FAUNE / FLORES / ETUDE D'IMPACT etc.
- Sensibiliser par l'entrée PAYSAGE / CADRE DE VIE, en valorisant les aménités de la richesse écologique.
- Financement par l'intermédiaire d'Interreg

3/ Quelles sont les actions de l'Etat à imaginer et mettre en œuvre pour révéler ce potentiel ?

- Observation / connaissances / Inventaires à réaliser et à publier et faire connaître, en étant à la portée des décideurs, ne pas tomber dans la communication sur de la documentation très techniques pour spécialistes.
- Définir et montrent les enjeux de préservation et les risques du fait de la destruction de ce potentiel
- Mettre en réseaux les acteurs (Conseils Départementaux Espaces Naturels Sensibles / Conseil Régional : SRCE / SRADDET / collectivités, services Etat)
- Bilan du SRCE à faire à mi-parcours. Rencontre des conservatoires botaniques (Genève qui vient de fêter son bicentenaire et Gap Charance).

Politiques actuelles

2

Modalités souhaitables

3

Actions à imaginer

Actions à imaginer pour en faire un levier : tourisme, marketing territorial, etc.